

Marine Le Pen: «Si j'étais présidente»

Paru dans Match

Référendum sur la peine de mort, suppression du droit du sol, moratoire sur l'immigration, Marine Le Pen, en pleine ascension dans les sondages, nous a détaillé ses projets si elle devenait chef de l'Etat. Tout un programme !

Mariana Grépinet - Paris Match

Paris Match. Chef de l'Etat, quelles mesures prendriez-vous immédiatement ?

Marine Le Pen. Je fermais les frontières. Je ferais un moratoire sur l'immigration. Puisque nous avons 5 millions de chômeurs, il n'y a aucune raison d'importer des chômeurs supplémentaires. Je mettrais en place une politique dissuasive d'immigration, c'est-à-dire que je lancerais un signal très clair aux étrangers. Nous n'avons plus les moyens de prendre en charge pour eux l'éducation, les soins, les allocations familiales... Je changerais le code de la nationalité pour supprimer le droit du sol. La nationalité française s'hérite ou se mérite. J'appliquerais aussi les lois en matière de déchéance de la nationalité. Ceux à qui nous avons eu la générosité d'accorder la nationalité française doivent pouvoir la perdre s'ils ne respectent aucune des règles de notre pays. Je rétablirais ce que Nicolas Sarkozy a appelé fallacieusement « la double peine ». Un étranger qui a commis un crime ou un délit pourrait être renvoyé dans son pays.

François Fillon a récemment inauguré une mosquée à Argenteuil. Que feriez-vous ?

Il faut une laïcité ferme, saine et juste. Les mosquées ne doivent pas être financées avec des fonds publics. J'interdirais aussi les financements étrangers. Les lieux de culte doivent être financés par les fidèles. Je chasserais de l'école toute revendication communautariste ou religieuse, et je bannirais ces revendications en inscrivant, dans la Constitution, que la République ne reconnaît aucune communauté.

Vous prôneriez un retour au protectionnisme...

J'appelle cela le patriotisme économique. Je suis pour une taxe aux frontières, qui financerait en partie les retraites et permettrait de lutter contre la concurrence déloyale que représente l'importation de produits issus de pays qui n'ont pas les mêmes charges ni les mêmes règles que nous. Mais surtout, je ferais des économies. Il faut lutter contre la fraude sociale. Et puis il y a le coût de l'immigration qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros par an.

Que feriez-vous pour relancer la croissance ?

Il faut retrouver la maîtrise de notre monnaie. L'euro est condamné. Il faut mettre en place une «déprivatisation» de l'argent public et rétablir la Banque de France dans sa capacité de financer l'Etat. Une des choses qui nous ruine, c'est le recours aux emprunts auprès des marchés financiers internationaux.

Parmi les sympathisants frontistes, les ouvriers et employés vous plébiscitent. Que feriez-vous pour eux ?

Ils bénéficieraient du rétablissement des frontières, puisque 64 % des emplois industriels ont disparu en dix ans à cause de la concurrence internationale.

Face à ceux que vous appelez les « banksters », quelles mesures mettriez-vous en place ?

Il faut taxer la spéculation, revenir à la finance à la française. L'entreprise doit pouvoir s'appuyer sur un capital qui ne soit pas spéculatif. Lorsque vous achèterez des actions, si vous les revendez le lendemain, vous paierez tellement d'impôts que ça n'aura plus d'intérêt. Plus vous conserverez longtemps vos actions, moins vous paierez d'impôts.

Que proposeriez-vous contre les violences dans les banlieues ?

Il faut revoir de fond en comble la politique contre l'insécurité. Premièrement, on manque de places de prison, ce qui fait que notre système carcéral est une véritable honte. En attendant la construction de nouvelles prisons, je transformerais les hôpitaux et les casernes, que l'Etat est en train de vendre, en centres carcéraux, éventuellement ouverts. Deuxièmement, je donnerais des instructions pour que les peines prononcées soient à la hauteur des méfaits commis. Il y a un effondrement de l'échelle des peines qui fait que la

sanction n'est plus crainte. J'imposerais la perpétuité réelle et définitive, et organiserais un référendum sur la peine de mort. Enfin, je protégerais la police et je lui donnerais des moyens pour remettre de l'ordre dans notre pays. Il faut aller dans les banlieues mettre les caïds hors d'état de nuire. Je ferais voter la présomption de légitime défense pour les forces de police. Parce qu'un Etat dans lequel les policiers ne peuvent plus se défendre est un Etat qui n'a plus qu'à tirer l'échelle. Un Etat qui a peur est un Etat qui est mort.